## CE MONDE QUI BOUGE

# Identité nationale, Sarkozy ouvre la boîte de Pandore

**Par Hassane Zerrouky**

«Arrêtez ce débat, Monsieur le président !» Plus de 140 personnalités françaises signataires lancent une pétition dans laquelle elles soulignent que «les débats sur l'identité nationale sont apparus comme des espaces de libération d'une parole raciste, prompte à remettre en cause, de façon insidieuse ou explicite, la légitimité de la présence sur le sol national de catégories entières de la population». Parmi les signataires de cet appel, Isabelle Adjani, Martine Aubry (responsable du Parti socialiste), Marie-George Buffet (responsable du Parti communiste français), les anciens Premier ministre Lionel Jospin et Laurent Fabius, François Hollande, Jean-Luc Melenchon (parti de gauche), Daniel Cohn-Bendit (Vert), Cecile Duflot (Vert), Bernard-Henri Levy, les acteurs Jane Birkin, Michel Boujenah, Vincent Lindon, les chanteurs Cali, Nolwenn Leroy, Laam, la dessinatrice Marjane Satrapi…

C'est Eric Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui a eu l'idée de lancer ce débat avec le soutien du président Sarkozy, débat qui a très vite glissé sur l'immigration et l'Islam. Bien que les réunions organisées dans les préfectures françaises aient vite tourné au déballage xénophobe et raciste, Nicolas Sarkozy n'a rien trouvé de mieux que de le qualifier de «particulièrement noble» dans une tribune publiée dans *le Monde*, l'essentiel de sa plaidoirie ayant consisté à focaliser l'attention sur la place de l'Islam en France au risque de frayer la voie au délit de religion. Et partant, de réveiller «la bête immonde» ! Des responsables de l'UMP, le parti au pouvoir, se sont engouffrés dans le débat. Le Front national, en perte de vitesse, y a trouvé l'occasion de rebondir, estimant sans doute que les Français les plus racistes préféreront l'original (c'est-à-dire le FN) à la copie (l'UMP). De plus, qu'il soit laïc, athée, ou croyant pratiquant, qu'il vote socialiste, communiste, écolo ou à droite, le Français d'origine maghrébine est désormais qualifié en fonction de son prénom, synonyme d'identité et d'appartenance religieuse.

Loin d'éclairer l'opinion, certains médias et experts ne sont d'ailleurs pas à une absurdité près. Dans les années cinquante et au début des années soixante, on désignait les Algériens et les Marocains par le qualificatif de Nord-Africains ou Français d'origine nord-africaine pour ceux qui avaient la nationalité française. Dans les années soixante-dix , le terme de nord-africain a laissé la place à celui de maghrébin. Dans les années 80 et 90, voire 2000, le qualificatif de maghrébin est remplacé par celui d'arabe : Algériens, Tunisiens, Marocains sont devenus des «Arabes» ! Aujourd'hui, c'est le mot «musulman» qui a la vedette et qui supplante les anciens vocables par lesquels étaient désignés les Algériens, les Tunisiens, les Marocains. Mieux, il s'étend désormais aux Africains, aux Turcs, en bref à tous les immigrés originaires des pays de la sphère islamique ! Au point où musulman est devenu synonyme d'ethnie, le terme s'installant peu à peu dans le discours politique. De plus en plus, on entend des personnalités politiques françaises utiliser les termes de «compatriotes musulmans» quand ils s'adressent aux Français d'origine maghrébine ou africaine. Mais s'agissant des «Français de souche», on ne les entendra jamais s'adresser à eux en usant du terme de «compatriotes catholiques» ! Tout simplement parce qu'en France, pays de la laïcité, l'identité n'est fondée ni sur une base religieuse ni sur une base ethnique, mais sur l'adhésion aux valeurs de la République telles que figurant dans la Constitution française.

En fait, Nicolas Sarkozy et les idéologues de la droite extrême qui le conseillent, comme Patrick Buisson, ancien éditorialiste du journal raciste *Minute* et ancien du Front national, sont dans une logique rappelant celle qui prévalait dans l'idéologie coloniale. Ils veulent de «bons immigrés», des «évolués» expression désignant alors, selon l'historien Pap Ndiaye, ces colonisés qui acceptaient la domination coloniale. Sans doute aussi y-a-t-il une instrumentalisation de l'Islam à des fins de diversion dans un contexte de crise sociale aiguë.

**H. Z.**

# Nouveaux incidents en Iran entre forces de sécurité et opposants au pouvoir

***Les forces de sécurité iraniennes sont à nouveau intervenues hier contre des opposants au président Ahmadinejad, toujours contesté six mois après sa réélection malgré les efforts du pouvoir pour réduire l'opposition.***

Des affrontements, qui ont fait des blessés selon l'opposition, ont éclaté à Ispahan (Centre) alors que la police tentait d'empêcher le rassemblement, dans une mosquée, de partisans de l'ancien ayatollah dissident Hossein Ali Montazeri, décédé samedi.

Plus d'une cinquantaine de personnes auraient été arrêtées lors de ces incidents, durant lesquels la police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule, qui comprenait des femmes et des enfants, selon les mêmes sources.

Ces heurts interviennent 48 heures après les funérailles du grand ayatollah Montazeri dans la ville sainte de Qom (sud de Téhéran), en présence de dizaines de milliers personnes qui ont transformé ce rassemblement en manifestation antigouvernementale, émaillée d'incidents avec les forces de l'ordre et les miliciens du régime. Apparemment soucieuses d'éviter toute nouvelle manifestation contre le pouvoir, les autorités avaient interdit le rassemblement d'Ispahan, selon l'opposition.

Et le chef de la police iranienne, le général Esmaïl Ahmadi Moghadam, a lancé une nouvelle mise en garde à l'opposition. «Nous conseillons à ce mouvement (l'opposition, ndlr) de cesser ses actions, sinon la police agira avec fermeté contre les perturbateurs de l'ordre», a-t-il déclaré cité par l'agence Isna. Le pouvoir a tenté d'empêcher par divers moyens, depuis lundi, les rassemblements à la mémoire de l'ancien dauphin de l'Imam Khomeiny devenu une figure de l'opposition au président Ahmadinejad. Lundi soir, la famille de l'ayatollah Montazeri a dû renoncer à une cérémonie prévue dans une mosquée de Qom, occupée entre-temps par les forces de l'ordre et des miliciens.

La maison de l'ancien ayatollah avait été auparavant attaquée par des miliciens. Par crainte de nouveaux troubles, la famille a aussi annulé les autres cérémonies de deuil prévues cette semaine. Mardi, des bassidjis – la milice islamique du régime – protégés par la police, selon l'opposition, ont attaqué les bureaux à Qom d'un religieux proche des réformateurs, le grand ayatollah Youssouf Sanei. A la suite de ces incidents, des partisans de ces deux figures de l'opposition ont décidé de se rendre à Qom pour protéger leurs domiciles et bureaux contre de nouvelles attaques, a rapporté le site internet d'opposition Noruznews.

Les autorités ont également multiplié les intimidations à l'égard de l'un des principaux dirigeants de l'opposition, Mir Hossein Moussavi, candidat face au président Ahmadinejad dont il conteste la réélection en juin. Un groupe de motards en civil a attaqué la voiture de M. Moussavi lundi soir à son retour des obsèques de l'ayatollah Montazeri, blessant l'un de ses assistants. L'ancien Premier ministre de Khomeiny n'a pas été atteint, mais il a été limogé mardi soir de son poste de directeur de l'Institut des arts de Téhéran.

M. Moussavi, qui reste formellement membre du Conseil de discernement, une des instances d'arbitrage de la République islamique, avait déjà été retenu plusieurs heures dans son bureau par des miliciens en civil le 8 décembre à Téhéran, après avoir reçu plusieurs avertissements des autorités lui enjoignant de prendre ses distances avec les manifestants.

La plupart de ces incidents et manifestations ont été rapportés par des sites internet de l'opposition. Les médias étrangers présents en Iran ne sont plus autorisés à suivre les manifestations de l'opposition et n'avaient pas eu le droit de couvrir les obsèques de l'ayatollah Montazeri.

## MADAGASCAR

# Le processus de sortie de crise à l'agonie

***La fin de l'année devait enfin marquer une sortie de crise à Madagascar, avec l'installation d'un gouvernement de transition consensuel. Le processus est finalement à l'agonie.***

En nommant unilatéralement dimanche un ex-militaire – le colonel Albert Camille Vital – comme nouveau Premier ministre, l'homme fort de la Grande île, Andry Rajoelina, a tourné le dos aux interminables négociations entre les quatre principales mouvances malgaches.

Entamées début 2009 sous la supervision de la communauté internationale, avec l'implication personnelle de l'ancien président mozambicain Joachim Chissano, ces négociations avaient abouti le 9 août à Maputo à la signature d'un accord de partage du pouvoir, censé permettre la tenue d'une élection présidentielle d'ici fin 2010. Peine perdue : les mouvances de M. Rajoelina, du président déchu Marc Ravalomanana et des deux ex-présidents Didier Ratsiraka et Albert Zafy ne sont depuis lors jamais parvenues à s'entendre sur le partage du gâteau, à savoir la répartition des postes au sein des futures institutions de la transition. Visiblement bien peu soucieux du marasme économique et de l'isolement croissant du pays sur la scène internationale, les leaders politiques malgaches ont continué de se perdre en débats abscons et vaines arguties juridiques, donnant à la crise des allures de feuilleton politique tragicomique. Rendu furieux par un dernier round de négociations mené en son absence à Maputo début décembre, M. Rajoelina, ex-disc jockey de 35 ans et maire d'Antananarivo arrivé le 17 mars au pouvoir avec le soutien de l'armée, a donc signé la fin du laborieux processus de sortie de crise parrainé par M. Chissano.

Le 16 décembre, jugeant «impossible de travailler en cohabitation» avec ses rivaux, il annonçait la tenue d'élections législatives le 20 mars afin d'élire une Assemblée constituante. Dans la foulée, il annulait par décret la nomination du Premier ministre de consensus Eugène Mangalaza, désigné en octobre par les quatre parties malgaches. Son remplaçant, le colonel Vital, militaire en retraite reconverti dans les affaires, a reconnu que Madagascar était dans une «situation très délicate, voire même effrayante», et s'est fixé «la sécurité» pour priorité. L'opposition a dénoncé cette nomination, qu'elle juge «illégale». Une poignée de partisans de ces trois mouvances ont tenté sans succès mardi d'installer leurs représentants à l'Assemblée nationale, comme le prévoyait l'accord de Maputo. Ils ont été rapidement dispersés à coups de grenade lacrymogène par les forces de l'ordre. Hier, le nouveau Premier ministre devait s'installer dans les locaux de la Primature.

Estimant avoir fait de nombreuses concessions, «TGV» Rajoelina fait désormais cavalier seul, dans une sorte de retour à la case départ du 17 mars, date de son arrivée au pouvoir.

Dans ce contexte, certains observateurs mettent en garde contre un risque de violences. D'autres au contraire constatent que toutes les mouvances peinent à mobiliser dans la rue, où les forces de l'ordre sont très présentes, ce alors que de nombreux Malgaches expriment leur lassitude et sont surtout préoccupés par leurs difficultés économiques quotidiennes. La médiation internationale, via l'Union africaine (UA), la Communauté des Etats d'Afrique australe (SADC) ou l'ONU, n'a pas encore réagi à ce dernier épisode de la crise malgache. Prévue le 17 décembre à Antananarivo, une réunion du Groupe international de contact (GIC) sur Madagascar a été reportée après les fêtes de fin d'année, au 6 janvier, toujours dans la capitale malgache, selon une source onusienne.

## YÉMEN

# Les rebelles se disent prêts à se retirer du territoire saoudien

***Les rebelles yéménites sont prêts à se retirer du territoire saoudien si Riyad arrête de les attaquer, a déclaré hier à l'AFP leur porte-parole, en réponse à un ultimatum d'un responsable saoudien.***

«Nous sommes prêts à nous retirer si le régime saoudien arrête de nous attaquer», a déclaré Mohammad Abdelsalam, porte-parole des rebelles chiites, lors d'une conversation téléphonique.

Mardi, le ministre adjoint saoudien de la Défense, le prince Khaled Ben Sultan Ben Abdel Aziz, a lancé un ultimatum aux rebelles après avoir reconnu qu'ils contrôlaient un village saoudien à la frontière, Al-Jabiri. «Ils ont 24 heures pour se rendre où ils seront écrasés», a-t-il dit. Le porte-parole des rebelles yéménites a estimé que «le fond du problème avec le régime saoudien n'est pas le contrôle du territoire et des frontières», les rebelles n'ayant fait, en territoire saoudien, que «résister à l'agression yéménite».

«Par respect du bon voisinage et des liens d'amitié entre nos deux peuples et par souci de préserver le sang des innocents, nous ne voyons pas d'inconvénient à nous retirer de positions saoudiennes à condition que les Saoudiens cessent de nous agresser», a-t-il encore dit. «La solution au problème est simple : respecter le bon voisinage. On ne demande même pas de négocier car il ne peut y avoir de négociations entre un groupe (les rebelles) et un Etat», le royaume d'Arabie saoudite, a renchéri M. Abdelsalam.

«Nous sommes prêts à nous retirer si l'Arabie saoudite accepte le principe du bon voisinage et que personne ne nous agresse à partir de son territoire», a souligné le porte-parole.

Le prince Khaled a assuré mardi que le gros des opérations contre les rebelles yéménites avait pris fin et donné un bilan des pertes saoudiennes depuis le début des combats : 73 soldats tués et 26 autres portés disparus, ainsi que 470 blessés. Les combats entre armée saoudienne et rebelles yéménites avaient commencé après la mort le 3 novembre d'un garde-frontière saoudien tué par des rebelles infiltrés en territoire saoudien.

L'entrée en guerre de l'armée saoudienne est intervenue après des semaines de combats entre l'armée yéménite et les rebelles zaïdites, issus d'une branche du chiisme, dans le nord du Yémen, qui conteste l'autorité du régime du président Ali Abdallah Saleh.L'armée yéménite et les rebelles zaïdites se battent de façon périodique depuis 2004. Les derniers affrontements avaient repris le 11 août.

Depuis le début du conflit, les combats récurrents ont fait des milliers de morts et plus 150 000 déplacés, selon des organisations internationales.

## PAKISTAN

# Les talibans détruisent une école pour filles en zone tribale

**Des talibans ont détruit une école pour filles dans une zone tribale instable du nord-ouest du Pakistan, frontalière de l'Afghanistan, a annoncé hier un responsable local.**

**Les talibans ont fait exploser l'école publique de Bazgarah, située à 40 km à l'ouest de la ville de Peshawar, dans la nuit de mardi à mercredi, selon le chef de l'administration locale, Shafeerullah Wazir, joint par téléphone.**

**«Le bâtiment comptait 21 pièces. Tout à été complètement détruit», a-t-il précisé à l'AFP, ajoutant que l'école était vide au moment de l'explosion, qui n'a donc fait aucune victime.**

**«C'est la neuvième école détruite dans le district de Khyber depuis six semaines», a-t-i souligné, en accusant les rebelles talibans et leurs alliés de toutes ces destructions.**

**Les combattants islamistes, opposées à l'éducation mixte et qui militent pour l'adoption de la seule loi islamique (charia), ont détruit des centaines d'écoles pour filles ces dernières années dans le nord-ouest du Pakistan, notamment dans les zones tribales, considérées comme leur principal repaire.**